NDDL-2016 9-10 juillet : Semailles de Démocratie...

Jamais la Démocratie n'a été une exigence plus impérieuse qu'en cette période où nous lançons notre rassemblement 2016 !

Comme les années précédentes, la Coordination des Opposants* s'adresse à toute la population de la région, comme à tous les militants, toutes les organisations locales, nationales… et au-delà, engagés avec elle dans la lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Elle les invite à partager ce moment fédérateur et convivial, démonstration et point d'appui d'une mobilisation intacte, et plus que jamais nécessaire, pour que vivent ce territoire et les alternatives qui se développent sur la ZAD.

Dans la période actuelle, le thème de la démocratie s'est imposé à nous de manière évidente, bien que nous travaillions sur cette exigence depuis plus de 15 ans maintenant.

Un déni constant de démocratie de la part des porteurs du projet : Mensonges, manipulations, faux semblants...!

Les citoyens ont mis à jour et démonté les différentes arnaques, sans que soient troublés le moins du monde les politiques porteurs du projet qui les fomentent (cf La fabrication d'un mensonge d'Etat – F Verchère – Editions Tim Buctu).

La loi sur l'eau est ouvertement bafouée par les propositions de « compensation » de la société Aéroports du Grand Ouest : la méthode a été retoquée par toutes les autorités scientifiques locales et nationales. Peu importe, ils n'en tiennent pas compte car ces avis sont purement consultatifs, mais alors pourquoi les avoir demandés ?

La Commission Européenne demande l'évaluation globale des conséquences environnementales du projet mais elle semble accepter de se contenter d'un document annexe au Schéma de Cohérence Territoriale (actuellement en révision) qui serait peu contraignant et qui relèverait de la préconisation....

La machine administrative continue à jouer son rôle de rouleau compresseur pour permettre, parait-il, les expulsions à l'automne, tandis qu'une improbable « consultation » surgie de nulle part court-circuiterait les procédures en cours, légitimerait le projet et exonérerait Hollande de tenir sa parole !

C'est le mouvement d'opposition qui porte l'exigence démocratique : Alors STOP à leur « pseudo-démocratie » !

Comme répété mille fois, nous voulons pouvoir décider de nos véritables besoins, pas seulement locaux, des différentes alternatives capables de les satisfaire, de l'usage de nos fonds publics, de la préservation de nos cadres de vie. Nous en
avons montré la capacité, nous avons fait des propositions d'alternatives, par le biais de l'Atelier Citoyen et d'autres
manières.

La démocratie que nous voulons, nous la mettons déjà en œuvre lorsque nous travaillons sur les dossiers, lorsque nous faisons des propositions à la Commission Nationale de Transition Écologique pour l'amélioration des procédures de débat public, propositions louangées... et immédiatement ignorées.

Et plus largement, nous posons la question de nos Droits humains fondamentaux (Santé, Éducation, Logement, etc), alors que la triste actualité nous démontre que leur déconstruction est en marche. La lutte de Notre Dame des Landes, comme d'autres contre des Grands Projets Inutiles Imposés, sont autant de catalyseurs pour un retour aux valeurs de justice et de solidarité qui sont les nôtres.

Il y a cinq ans, à l'été 2011, nous avions placé notre rassemblement sous l'égide « Pour un autre choix de société ». C'est encore à mettre au présent.

Partageons nos travaux et réflexions sur l'avenir !

Tout ce que nous avons appris à partir de cette lutte, tout ce que nous avons découvert ensemble tels d'autres moyens de fonctionner, d'avancer, nous vous invitons à le partager et l'enrichir les 9 et 10 juillet. À nous de définir les alternatives que nous voulons mettre en place ! Imaginons collectivement et faisons le savoir ! C'est le moment de réinventer la démocratie que nous voulons, pas celle des actionnaires de Vinci et des politiques à leur service !

Ni expulsions, ni travaux, ni aéroport !

* La Coordination des Opposants est constituée de plus de 50 groupes : associations, collectifs, syndicats et mouvements politiques qui travaillent ensemble mensuellement.